

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 06/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VALINEA

VALINEA
rue du Champ du Cerf
25200 MONTBELIARD

Références : UID257090/SPR/EDB/NP 2023 - 0106A
Code AIOT : 0005900458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement VALINEA implanté UIOM rue du Champ du Cerf 25200 MONTBELIARD. L'inspection a été annoncée le 26/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de l'inspection des installations classées pour l'année 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALINEA
- UIOM rue du Champ du Cerf 25200 MONTBELIARD
- Code AIOT : 0005900458
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est constitué de deux lignes d'incinération avec une capacité totale de 56 000 tonnes par an (4 t/h). La chaleur produite par l'incinération des déchets (ordures ménagères, déchets d'activité économique, encombrants) est valorisée pour alimenter la petite Hollande par un réseau vapeur. 20 personnes travaillent actuellement sur le site. L'inspection a porté sur le contrôle des rejets

atmosphériques du premier semestre 2022 afin d'utiliser les rapports d'activité déjà communiqués par l'exploitant. Le rapport du 3^e trimestre sera communiqué par l'exploitant courant décembre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
4	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
6	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
11	Dispositifs de mesures et surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de combustion	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9.b	/	Sans objet
2	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
5	Accréditation des organisme de contrôle	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
7	Mesure en semi-continu des dioxines et furannes	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
8	Dépassement des VLE sur les mesures en semi-continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
9	Vérification annuelle des équipements de mesure en continu et semi-continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
10	Indisponibilité des dispositifs de mesure	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1	/	Sans objet
12	Déchets produits	AP Complémentaire du 19/04/2005, article 31.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence certains dépassements pour les rejets atmosphériques. L'exploitant avait la traçabilité et les justificatifs pour chaque dépassement ce qui démontre la rigueur de suivi. Il devra continuer ses efforts d'analyse des causes et d'anticipations des anomalies pour réduire encore ces dépassements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9.b
Thème(s) : Risques chroniques, Température (T2S)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) Conditions de combustion : [...]La température doit être mesurée en continu.
Constats : Lors de l'inspection il a été constaté sur la supervision sur la T2S est suivie en continu sur les deux lignes d'incinération. L'exploitant a également communiqué à l'inspection les rapports mensuels qui reprennent notamment suivi de la T2S ainsi qu'un tableur qui reprend toutes les non-conformités sur la T2S. Ce tableur indique de manière précise le jour, l'heure, la durée de la non-conformité ainsi que la valeur et le justificatif. Les causes principales de non respect de la T2S sont : démarrage ou arrêt des fours, panne technique/maintenance, nettoyage sonde encrassée...
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Surveillance des rejets atmosphériques. L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, qui sont au moins celles qui suivent. Des fréquences supérieures peuvent être définies par l'arrêté d'autorisation lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie. L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poussières totales ; - substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ; - chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ; - oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés. <p>Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le monoxyde de carbone ; - l'oxygène et la vapeur d'eau. <p>La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.</p> <p>La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.</p> <p>La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances .</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un suivi en continu de l'ensemble des paramètres pour les lignes A et B. Le suivi de ces paramètres est visible au poste de commande via un affichage sur les écrans de la supervision, les VLE à ne pas dépasser sont clairement indiquées par un curseur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, VLE mesures en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air. Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 17 pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;</p> <p>Constats : Le rapport d'activité pour le premier trimestre 2022 fait état de 4 dépassements pour les moyennes journalières (VLE rejet 24h) pour la ligne A et 1 dépassement pour la ligne B. L'exploitant a justifié ces dépassements de la manière suivante : - 01/02/2022 : dépassement journalier en CO sur la ligne A, à hauteur de 63,26 mg/Nm3 ainsi qu'en NH3 à hauteur de 37,34 mg/Nm3 : phase de démarrage du four - 19/02/2022 : dépassement journalier en NOx sur la ligne A, à hauteur de 11,38 mg/Nm3 : défaillance sur l'injection d'urée - 06/03/2022 : dépassement journalier en NOx sur la ligne A, à hauteur de 204,79 mg/Nm3 : défaillance sur l'injection d'urée. - 30/03/2022 : dépassement journalier en CO sur la ligne B, à hauteur de 57,86 mg/Nm3 : chambre de post-combustion obstruée.</p> <p>Le rapport d'activité pour le deuxième trimestre 2022 fait état de 2 dépassements pour les moyennes journalières (VLE 24h) pour la ligne A et aucun dépassement pour la ligne B. L'exploitant a justifié ces dépassements de la manière suivante : - 25/05/2022 : dépassement journalier en CO sur la ligne A, à hauteur de 54,11 mg/Nm3 : redémarrage du four après un débouillage (nettoyage) de la chambre post-combustion. - 04/06/2022 : dépassement journalier en HCl sur la ligne A, à hauteur de 10,25 mg/Nm3 : problème d'humidité sur le bicarbonate ayant créé des voutes dans le silos. Sur ce sujet, l'exploitant indique que ces problématiques interviennent quand les chauffeurs poids-lourds livrant le bicarbonate dorment devant le site avant la livraison, le bicarbonate prend alors l'humidité. Une sensibilisation du fournisseur a été faite sur le sujet.</p> <p>L'exploitant a su avancer les justificatifs de ces dépassements et les consignes bien dans son rapport d'activité. Ces dépassements constituent une non-conformité. L'exploitant veillera donc à poursuivre les démarches engagées afin d'éviter ce type de non-conformités.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, VLE moyennes demi-heure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 17 ; - pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés, aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral ; - 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m³. <p>Constats : Les rapports d'activité des deux premiers trimestres mettent en évidence les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Trimestre 1, ligne A : 24h30 de dépassement en CO. - Trimestre 1, ligne B : 18h30 de dépassement en CO, 6h30 de dépassement en HCl, 1h de dépassement en COT,, 30 min en poussières. - Trimestre 2, ligne A : 15h de dépassement en CO, 30 min de dépassement en COT, 30 min de dépassement en HCl - Trimestre 2, ligne B : 8h30 de dépassement en CO, 30 min de dépassement en poussières, 30 min de dépassement en COT, 1h de dépassement en HCl. <p>Pour les dépassements en CO, certains dépassements ont été regroupés par justificatifs et ont fait l'objet d'explications supplémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Charge four : problématique de la sous-alimentation du four ce qui crée des trous d'air mais également l'alimentation avec des DIB qui ont un fort pouvoir calorifique mais en quantité insuffisante ce qui ne permet pas une bonne combustion. Pour palier à ces différentes problématiques, l'exploitant a mis en place des compartiments dans sa fosse à déchets afin de mieux ventiler les différentes catégories de déchets (ordures ménagère, encombrants, déchets résiduels). Lors de la visite il a été constaté la présence de panneaux sur des portes d'accès à la fosse. Ces panneaux indiquent les différentes catégories de déchets. Les transporteurs ont été informés du nouveau protocole de déchargement et doivent désormais benner les déchets dans les bons compartiments. Cette nouvelle consigne permet de mieux ventiler les déchets et ainsi éviter les vides de four et mieux gérer le PCI. - Essai nouvelle régulation + chaîne de sécurité : la chaîne de sécurité est le terme utilisé pour traiter des sécurités au niveau de la chaudière. Si la température est trop élevée en entrée de chaudière, les arrivées d'air sont coupées. Pour cela il y a 4 sondes de température : deux sondes dans la chambre de tranquillisation (T1 et T1bis), une sonde dans la chambre post-combustion (T2) et une sonde en entrée de chaudière (T3). Initialement les sécurités s'activaient quand la température était trop élevée au niveau de la T3. Or il convenait de gérer la température en amont car une température trop élevée colmate très rapidement la chambre de post-combustion. Il fallait donc mettre les sécurités au niveau de T1 et T1bis afin d'éviter les accroches. Les nombreuses anomalies sur le CO au 1er trimestre concernent les périodes de tests liées à ces modifications. <p>Pour les dépassements en HCl, l'exploitant a mené des investigations sur le type de déchets incinérés au moment des dépassements. Il indique avoir trouvé ces dernières semaines les déchets à l'origine de ces dépassements : déchets de DIB/plastiques d'une fromagerie. En effet, il s'agissait de bennes entières contenant des opercules. Après analyse, il s'est avéré que ces opercules contiennent du PVC (interdit à l'incinération). Ces dépassements ne devraient donc plus se retrouver à l'avenir. L'exploitant devra être vigilant sur ce point.</p> <p>Tous les dépassements 30 min sont bien repris dans les rapports d'activité et font l'objet d'un justificatif individuel.</p> <p>Néanmoins les dépassement des VLE pour le CO constituent une non-conformité, l'exploitant</p>

devra maintenir sa vigilance sur ce point afin de les prévenir et les éviter au maximum.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Accréditation des organisme de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures semestrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Dispositions générales.</p> <p>L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu.</p> <p>L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.</p> <p>L'exploitant d'une installation de co-incinération doit faire réaliser quatre fois par an les mesures mentionnées au paragraphe précédent.</p>
<p>Constats : L'exploitant a communiqué un rapport de mesures de concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques de la société SOCOTEC et en date du 25/05/2022. SOCOTEC ENVIRONNEMENT figure bien sur la liste de l'arrêté du 16 juin 2022 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Les mesures ont été réalisées sur tous les paramètres requis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, VLE mesures semestrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si : - aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 17 ;</p> <p>Constats : Les résultats du rapport SOCOTEC du 1er semestre sont conformes sur tous les paramètres pour les deux lignes d'incinération sauf pour le HCl où il y a un dépassement pour la ligne A à hauteur de 25,04 mg/Nm³ (VLE à 10 mg/Nm³). Ces dépassements sont observables aussi bien lors des contrôles par l'organisme extérieur (essais le 02/03/2022) que lors des contrôles continus de l'exploitant (les dépassements en HCl pour le 1er semestre ont eu lieu au mois de mars). Comme précisé dans les constats précédents, l'exploitant a travaillé sur ce sujet et a déterminé l'origine des déchets occasionnant ces dépassements. Il n'y a eu que deux dépassements en HCl sur la ligne A pour le 2 trimestre (panne broyeur de bicarbonate et pic ponctuel). Ce dépassement en HCl sur la ligne A lors du contrôle semestriel constitue une non-conformité. L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection la mesure pour le second semestre dès réception des résultats afin de vérifier le retour à la normale.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesure en semi-continu des dioxines et furannes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en semi-continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : b) Disposition relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. b-1. Dispositions générales. L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I. [...] b-2. Cas de la co-incinération. Les dispositions du paragraphe b-1 ne sont pas applicables aux installations de co-incinération. Toutefois, lorsqu'un dépassement est constaté sur une installation dans le cadre de la surveillance des émissions, les dispositions du paragraphe b-1 s'appliquent à l'installation concernée au plus tard six mois après le constat de dépassement.</p> <p>Constats : La mesure en semi-continu des dioxines et furanes a bien été mise en place. Les résultats figurent chaque trimestre dans les rapports d'activité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dépassement des VLE sur les mesures en semi-continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, VLE mesures en semi-continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 17, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p>
<p>Constats : Les résultats des mesures en semi-continu du premier trimestre sont conformes pour les lignes A et B.</p> <p>Au deuxième trimestre, les résultats des mesures mettent en évidence des dépassements. L'exploitant a communiqué à l'inspection des rapports d'incident par courriel pour chacun des dépassements et a présenté les causes suivantes :</p> <p>1 - Avril 2022, ligne A : 0,2174 ng/Nm³ : (causes communes aux dépassements des deux lignes) : panne d'automate qui a engendré par la suite des pannes de capteurs de supervision puis l'arrêt des lignes + arrêté programmé dans le mois pour le nettoyage des chambres de post-combustion. Les lignes A et B étaient donc à plusieurs reprises en phase de démarrage et ont connu quelques turbulences lors de ces phases. Les pannes ont été rapidement réparées. L'exploitant a déclenché une nouvelle mesure ponctuelle réalisée par SOCOTEC le 12/05/2022. Le résultat pour la ligne A est de 0,00054 ng/Nm³ et pour la ligne B de 0,00021 ng/Nm³.</p> <p>2 - Avril 2022, ligne B : 0,108 ng/Nm³ : idem que pour la ligne A</p> <p>3 - Mai 2022, ligne A : 0,1866 ng/Nm³ : défaillance de la baie d'analyse Amesa (défaut car il manquait 2 semaines sur le mois donc concentration des valeurs). L'exploitant a fait le nécessaire auprès d'Envea pour qu'il gère cette problématique. L'exploitant a déclenché une nouvelle mesure ponctuelle réalisée par SOCOTEC le 25/07/2022. Le résultat est de 0,0033 ng/Nm³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Vérification annuelle des équipements de mesure en continu et semi-continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage des équipements de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : L'exploitant a communiqué à l'inspection le rapport de vérification des systèmes automatiques de mesures (QAL2) réalisé par SOCOTEC et en date du 06/04/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Indisponibilité des dispositifs de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des équipements de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Indisponibilité des dispositifs de mesure : a) Dispositifs de mesure en semi-continu. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques. Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation. b) Dispositifs de mesure en continu. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents aqueux et atmosphériques. Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.
Constats : Une redondance sur les analyseurs est mise en place pour chaque ligne. L'exploitant dispose d'un analyseur multi-polluant et d'un analyseur pour les poussières pour chaque ligne. Sur le premier semestre 2022, l'indisponibilité des dispositifs de traitement pour les mesures en continu est de 2h pour la ligne A et 0h pour la ligne B. Concernant les dispositifs de mesure en semi-continu, la disponibilité total du préleveur de la ligne B est de 98,22 % sur les 6 premiers mois de 2022. Concernant le préleveur de la ligne A, la disponibilité totale est de 86,98%. L'exploitant doit porter une vigilance accrue sur la disponibilité du préleveur de la ligne A car la marge de manœuvre pour le reste de l'année est faible. En cas de dépassement il veillera à mettre en œuvre les mesures correctives appropriées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositifs de mesures et surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Incrémentation du compteur 60h
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Indisponibilité des dispositifs de traitements. - L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de co-incinération, de traitement des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées. Sans préjudice des dispositions de l'article 9 e, cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 28 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.</p>
<p>Constats : A la fin du mois de novembre, le compteur 60h monte à 1h30 pour la ligne A et 15h30 pour la ligne B. Sur le premier semestre 2022, il a été relevé un dépassement en poussières de la VLE 30 min sur la ligne B à hauteur de 222,98 donc supérieur à 150 mg/m³. Ceci constitue une non-conformité. L'exploitant indique qu'il s'agissait d'un bourrage de REFIOM au niveau de la trémie sous filtre et que des poussières ont été mises en suspension au moment du débouillage.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déchets produits

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/04/2005, article 31.2
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité de déchets stockée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement ou à la population avoisinante. A cette fin : [...]; - les mâchefers seront stockés dans des fosses étanches ou sur des aires bétonnées permettant de récupérer les eaux ayant servi à leur extinction ; [...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les mâchefers sont stockés dans des big bag entreposés sur une aire étanche et à l'abri des intempéries sous un hangar dédié à cet effet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet